

Convention collective départementale

IDCC : 1967. – **INDUSTRIES DES MÉTAUX
(BAS-RHIN)**
(4 avril 1996)

(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)

*(Etendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 5 juillet 1997)*

■ *Journal officiel* du 8 avril 2009

**Arrêté du 27 mars 2009 portant extension d'un avenant à un accord
conclu dans le cadre de la convention collective de l'industrie des
métaux du Bas-Rhin (n° 1967)**

NOR : MTST0907618A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
20 février 2008, portant extension de la convention collective de l'industrie
des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996 (composée des clauses communes,
de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise » et de
l'avenant du 22 juin 1993 relatif aux rémunérations annuelles effectives
garanties) et des accords la modifiant ;

Vu l'avenant du 22 décembre 2008 relatif aux rémunérations minimales
hiérarchiques, à la rémunération annuelle effective garantie et à la prime de
congé annuel, à l'accord du 22 juin 1993, conclu dans le cadre de la conven-
tion collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 24 février 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 22 décembre 2008 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, à la rémunération annuelle effective garantie et à la prime de congé annuel, à l'accord du 22 juin 1993, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.